

La neutralité se prend le mur

Loi de programmation militaire

Sénatoriales 2023

Finlande

Le budget explose

5 mandats à renouveler

P.2

P.3

P.7



Édito :

Il y a parfois des mots que nous nous devons d'écrire avec inquiétude pour rappeler les principes d'une démocratie ainsi que les valeurs et fondements de la République. Nous nous devons d'en être tous ensemble garants, coûte que coûte et peu importe la couleur politique que nous portons.

Il est primordial de défendre les principes qui constituent notre modèle et d'en rappeler l'importance. Pouvoir vivre dans un pays aux valeurs républicaines et démocratiques n'est pas chose innée et nous nous devons de ne faire qu'un quand ces dernières se voient entachées par des actes loin d'être anodins.

L'évènement odieux qui a touché la ville de Saint-Brévin-les-Pins n'est malheureusement pas le premier mais bien la suite de la dégradation de nos va-

leurs. Et elle prend vie dorénavant de plus en plus par des actes que nous ne devons pas taire.

Prendre des positions et des décisions en tant qu'élu est un devoir. La contestation de ces décisions peut et doit bien évidemment avoir lieu s'il y a un désaccord. Ceci est l'essence même de la démocratie. Cependant, cette contestation doit se faire dans le respect des règles et surtout des personnes.

Rien ne peut justifier que l'on touche à l'intégrité physique d'une personne et de ses proches, peu importe l'idée et/ou le projet qu'elle porte. Face au contexte de la montée des violences, l'État ne peut pas et ne doit pas rester silencieux.

Il n'est pas acceptable de voir, après des mois de tensions concernant la décision prise pour un Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA), qu'un collectif d'extrême droite passe à l'acte vis-à-vis d'un élu de la République, Monsieur Yannick Morez, maire de Saint-Brévin-les-Pins ainsi que ses proches, en incendiant son domicile.

Cette montée en violence de l'extrême droite au sein de toute notre société devrait indiquer et interroger. L'une des causes serait-elle l'inaction de l'État, resté sourd et muet face à la situation ?

Nous tenons à réaffirmer tout notre soutien à Monsieur Yannick Morez ainsi qu'à ses proches.

Gulasor Uzunpinar



Royaume-Uni

Le rail britannique sous monopole d'État

Privatisé en 1993, le réseau ferroviaire britannique revient sous monopole d'État trente années plus tard. Annoncé en 2021, l'entreprise nationale Great British Railway est chargée, à partir de 2023, de l'exploitation du chemin de fer britannique avec cinq régions administratives : l'Écosse, le Pays de Galles, Londres, l'est et le nord-ouest de l'Angleterre.

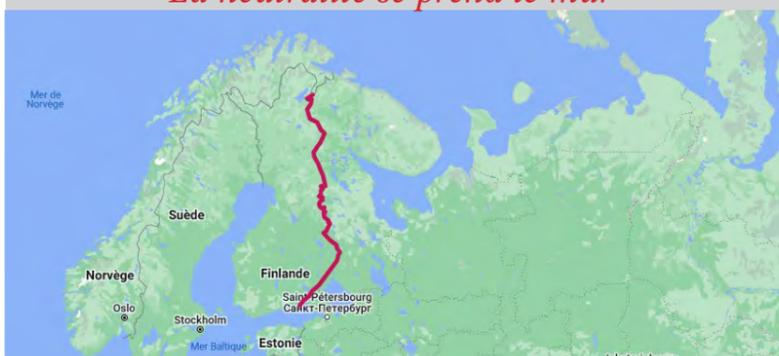
Déjà contraint depuis 2001 d'intervenir financièrement pour compenser la faiblesse des investissements des sociétés d'exploitation

ferroviaire, l'État a vu ses dépenses publiques multipliées par six depuis la privatisation. Face à un bilan financier désastreux, le réseau ferroviaire du Royaume-Uni a aussi connu de tragiques accidents au début des années 2000.

Le gouvernement britannique ne parle cependant pas de renationalisation mais simplement d'une étape temporaire et compte bien sous-traiter l'exploitation des voies ferrées à des entreprises privées, comme une répétition historique...

Finlande

La neutralité se prend le mur



Quand les argentiers d'Europe décidaient d'imprimer sur les billets de la nouvelle monnaie commune des fenêtres et des ponts, il y avait l'idée, certes vite battue en brèche, de symboliser une Europe ouverte aux autres, une Europe qui rapprochait les peuples.

Hélas, il n'aura pas fallu longtemps pour que la vieille Europe succombe à son tour au désir de se protéger derrière des murs. La Finlande, qui mettait fin à plusieurs décennies de neutralité en demandant l'adhésion à l'Otan l'année dernière, adhésion effective le 4 avril 2023, en prend le chemin.

Annoncée en novembre 2022, la construction d'un mur de 200 kilomètres entre la Russie et la Finlande a débuté, par la livraison en avril d'un tronçon de trois kilomètres. Le projet d'une palissade de trois mètres de hauteur, surmontée par des barbelés, agrémentée de nombreuses caméras à vision nocturne, de dispositifs d'éclairage puissants et de haut-parleurs, devrait coûter 380 millions d'euros. L'objectif serait d'empêcher que Moscou n'instrumentalise la migration et n'exerce ainsi une pression sur Helsinki. Il faut reconnaître que la situation engendrée par l'entrée des forces russes en Ukraine a provoqué de nombreux départs de la Russie vers la Finlande.

Le tout nouveau membre de l'Otan a choisi le repli sur soi plutôt que de chercher à accueillir une population qui refuse l'enrôlement dans les armées de Poutine...

Au-delà de la posture, l'avenir dira le bien-fondé d'une muraille de 200 kilomètres de long destinée à clôturer une frontière de plus de 1300 kilomètres.

Turquie

La droite s'accroche au pouvoir

L'espoir était permis en Turquie de faire tomber le système Erdoğan après plus de 20 ans de domination du Parti de la justice et du développement (AKP, droite). La crise économique persistante, la gestion catastrophique du séisme de mars ainsi que la fuite en avant autoritaire semblaient fragiliser le camp conservateur face à une opposition pour une fois unie. Kemal Kılıçdaroğlu, secrétaire général du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche) avait obtenu pour sa candidature le soutien d'une coalition réunissant la gauche républicaine et sociale-démocrate et une partie de la droite nationaliste.

Las, le président sortant a su déjouer les sondages difficiles pour remporter sa 3e élection présidentielle consécutive avec 52 % des voix. Il a su capitaliser sur le mélange de nationalisme et de conservatisme qui lui vaut le soutien des zones rurales d'Anatolie centrale et de la mer Noire ainsi que des quartiers populaires d'Istanbul. Le clientélisme traditionnel de son parti a joué à fond, notamment dans les promesses de reconstruction rapide

dans les zones touchées par le séisme, une gageure au vu des relations consanguines entre l'AKP et les milieux de la construction.

L'opposition peut néanmoins se targuer d'avoir contraint le président à un second tour pour la première fois. De sa cellule, Selahattin Demirtaş, leader du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche) a appelé le peuple à garder espoir, soulignant la disproportion entre la campagne de Kılıçdaroğlu et « une énorme force opérationnelle qui a pris le contrôle de l'État ».

Aux élections législatives se tenant en parallèle, la coalition de droite menée par l'AKP conserve sa majorité absolue mais recule de plus de quatre points. L'Alliance du travail et de la liberté menée par le HDP obtient plus de 10 % des voix et permet à quatre élus marxistes du TİP d'intégrer le parlement. Avec 160 000 voix, l'alliance menée par le Parti communiste de Turquie n'obtient pas d'élu.



Armements mondiaux

La logique progressive des armes

Les dépenses d'armement mondiaux ont atteint 2240 Mrd de dollars pour l'année 2022, soit une progression sur l'année 2021 de 140 Mrd. Tous les budgets consacrés au domaine militaire que ce soit en France, dans les pays de l'UE et dans le monde sont revus à la hausse.

En premier lieu, les États-Unis ont affecté 801 Mrd en 2021 (l'équivalent en 2022), soit autour de 40 % des dépenses mondiales. Avec onze porte-avions (chiffre 2020), les USA sont le seul pays à avoir une véritable force d'intervention et de projection mondiale. **Une réalité qui permet à ce pays d'entretenir sa volonté d'hégémonie dans le monde pour défendre ses intérêts économiques, et de promouvoir sa concurrence contre la Chine,** n'acceptant pas sur le fond qu'un autre pays puisse les détrôner. Taïwan étant pour les USA une véritable base en Asie.

En second lieu, la Chine qui investit largement pour ses forces navales a dépensé 293 Mrd (2021) soit 13 % au niveau mondial (+4,7 pour 2021). Le pays réaffirme sa place avec les routes de la soie et sa présence dans son environnement qui est celui de la mer de Chine.

L'Europe et l'UE sont la partie du monde où la progression récente est la plus importante, les dépenses ont atteint 480 Mrd pour 2022 soit 13 % de plus comparé à 2021. Cette dernière année voyait l'Angleterre à 68,4 Mrd, suivie de la France et de l'Allemagne, respectivement 56,6 Mrd et 56 Mrd.

Ce mouvement d'aggravation des budgets d'armement a commencé il y a une dizaine d'années avant l'accélération de 2022 avec l'intervention militaire russe en Ukraine. Une première progression avait eu lieu dans les années 2000 au moment des guerres au Moyen-Orient sous la présidence de G.W.Bush.

Ces sommes affectées pour le domaine militaire et de la guerre ne peut que favoriser la dérive des va-t-en-guerre et des profits issus de la production et de la vente d'armes. Cette part de la richesse créée serait bien utile à la résolution des grandes questions de l'humanité, à la satisfaction des besoins essentiels dans les domaines sociaux et pour la préservation des équilibres naturels de la planète.

La culture de la paix et du désarmement multilatéral tout en assumant notre défense, ainsi que l'a rappelé Fabien Roussel sur France Inter.



Loi de programmation militaire

Un budget militaire qui explose pour quelle « guerre d'avance » ?

La loi de programmation militaire 2024-2030 était en débat à l'Assemblée nationale et au Sénat. Il s'agit pour le gouvernement de faire adopter 413 milliards d'euros de crédits pour les armées françaises sur sept ans. **C'est un budget historique pour répondre, en partie, aux injonctions de l'Otan et aux exigences des États-Unis**, qui estiment qu'en 2025 les pays membres de l'Otan devront consacrer 2 % de leur PIB aux budgets militaires. **Ce n'est pas sans déplaire à la droite et à son extrême qui considèrent cet effort indispensable.**

Si la guerre en Ukraine a accéléré la course aux armements et les niveaux d'investissement des pays européens, il n'en reste pas moins que l'augmentation de 30 % de crédits alloués par la France à ses moyens militaires est vertigineuse. **Emmanuel Macron souhaite avoir « une guerre d'avance », mais de quelles guerres parle-t-il ?** Pour Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et membre de la commission défense de l'Assemblée nationale : **« Ce sont des choix au service d'une politique qui s'appuie sur une France totalement alignée sur les États-Unis, qui envisagent de se projeter dans des conflits qui ne nous concernent pas »**. Les tensions et les crises en Europe de l'Est, les rivalités géopolitiques dans l'Info-pacifique, servent de prétexte à une inflation des dépenses, mais c'est surtout l'augmentation des risques de conflits majeurs sur fond d'antagonisme entre les USA et la Chine qui inquiète, à gauche notamment.

« Le rôle de la France est de protéger ses citoyens, ses territoires, d'établir des coopérations dans la perspective de bâtir la paix. » ajoute Fabien Roussel. Bien sûr, des moyens sont nécessaires pour répondre aux défis de demain, assurer la défense nationale et la souveraineté du pays, investir dans la modernisation des équipements, combattre les cyber-attaques ou les agressions technologiques, mais avec les annonces inflationnistes



des pays européens, les objectifs de paix et de résolution des conflits s'amoinrent tandis que les risques de guerre gagnent du terrain. **Dans cette situation, les géants de l'industrie militaire, américains notamment, exultent.** La guerre au service des impérialismes et des profits serait-elle à l'agenda des puissants du monde ? Ce n'est pas dans l'intérêt des peuples, de leurs libertés et de leur vie.

C'est pourquoi **il est plus qu'urgent de parler de paix, de prévention des conflits, du rôle de l'Onu et de désarmement multilatéral.**

Trimestre anti-inflation

Une mesure qui n'entrave pas l'inflation



Parmi les nombreuses mesures du gouvernement pour éviter la flambée des prix, le **trimestre anti-inflation** était actif depuis le mois de mars, engageant les grands distributeurs à mettre en rayon des produits du quotidien à des prix préférentiels. Ce dernier vient d'ailleurs d'être prolongé d'un trimestre supplémentaire mais n'impacte visiblement pas la montée des prix en général.

En février dernier avaient lieu les négociations commerciales annuelles avec la grande distribution, où les fournisseurs négocient les augmentations des prix. Bien que l'inflation était déjà présente dans tous les esprits, il semblerait qu'elle n'ait pas influencé ces négociations... **Selon le médiateur des relations commerciales, la revalorisation des prix d'achat sur un an (de mars 2022 à mars 2023) est de l'ordre d'une augmentation de 16 %.** Les représentants des fédérations d'industriels de l'agro-alimentaire (Ania, Ilec) se disent désormais prêts à rouvrir les négociations.

D'après l'Insee depuis 2021 une dynamique d'augmentation beaucoup plus soutenue des prix s'est enclenchée. Selon leur indicateur synthétique, le taux d'inflation est passé en

moyenne annuelle de 1,5 % en juillet 2021 à 2,9 % en décembre de la même année, puis à 4,5 % en mars, 5,8 % en juin et 6,2 % en novembre 2022. Dans l'alimentaire, les produits ayant le plus augmenté depuis mai 2022 sont avant tout des denrées de bases. On y retrouve les sucres et édulcorants à +23,3 % en moyenne, les viandes surgelées à +21,7 %, le beurre et la crème fraîche à 20,9 %, les produits laitiers et les huiles à +18 %. D'après les données recueillies par **60 millions de consommateurs, les produits premiers prix ont subi une hausse de 20 à 25 % en moyenne, allant même jusqu'à +41 % pour les produits sucrés.**

En parallèle, selon le cabinet d'études Alixio, les entreprises anticipent une hausse de leur enveloppe salariale de l'ordre de 4,5 % en 2023. Bien loin du pourcentage d'augmentation du coût de la vie courante. Non sans lien, le nombre de crédits à la consommation a augmenté de 7,7 % pour l'année 2022, bien souvent sans motif réel si ce n'est d'éviter le découvert bancaire ou tout simplement pour réussir à terminer le mois. Apportant un surcoût supplémentaire avec les taux d'intérêts pouvant aller à 4,85 %...

Visioplainte

Les plateformes informatiques, la solution à tout



Quand un service public ne fonctionne plus, le gouvernement fait une plateforme numérique pour résoudre le problème. L'État-plateforme est d'abord un concept, initialement proposé par l'ingénieur informaticien et entrepreneur américain Tim O'Reilly.

Le concept est publié en 2011 dans un article intitulé « Government as a Platform » dans lequel il défend une conception de l'État comme plateforme et tire les leçons du développement des plateformes à l'ère numérique pour proposer d'améliorer l'efficacité de l'État comme plateforme. Il envisage ce modèle en source ouverte comme un mode de gestion démocratique. L'idée est reprise aujourd'hui par d'autres et consiste à envisager de nouvelles formes et de nouvelles modalités de l'action publique inspirées par le fonctionnement des plateformes numériques comme Amazon ou même comme Uber. **L'État n'étant alors plus qu'un intermédiaire avec un service privé** (la rénovation thermique de l'habitat s'en rapproche fortement).

Si la macronie ne parle pas d'un point de vue politique ou idéologique de ce concept, en revanche elle l'applique à forte dose. Vous avez ainsi pu voir l'impôt sur le revenu passer quasi exclusivement par un site internet, pourtant développé à la base pour offrir une alternative au papier. Plus obscur est Parcoursup qui sélectionne pour les universités notamment les élèves qui pourront bénéficier d'une formation après le Bac.

Vous connaissiez peut-être déjà la pré-plainte en ligne, qui si on en croit l'accueil de la plupart des commissariats est obligatoire. **Voilà maintenant la « visio-plainte » ! Un service de dépôt de plainte à distance. Elle est testée depuis le 29 mai dans quatorze communes des Yvelines.** À défaut de renforcer les services publics locaux, on les éloigne encore un peu plus des citoyens.

Journée Nationale de la Résistance

80 ans après la création, le travail de mémoire continue



La Journée nationale de la Résistance du 27 mai dernier avait une particularité, celle de se dérouler 80 ans après la création du CNR. **Le Conseil National de la Résistance, créé le 27 mai 1943, était l'organisme de coordination des mouvements de Résistance, dirigé, avant son arrestation et sa mort, par Jean Moulin.**

Le CNR était représentatif des mouvements de Résistance mais aussi des partis politiques et des syndicats qui ensemble rédigeront le programme qui deviendra, avant la libération, le programme des « Jours heureux ». **Ce sera le nouveau projet politique, économique et social que sera chargé de mettre en œuvre le gouvernement provisoire**

dirigé par le Général De Gaulle et dans lequel le rôle du Parti Communiste Français sera éminent.

De nombreuses commémorations ont eu lieu dans toute la France, comme en Loire-Atlantique, où **le Comité départemental du souvenir s'est associé à plusieurs municipalités pour organiser des hommages et célébrer cette date anniversaire.**

À Châteaubriant, Indre, Nantes, Saint-Nazaire ou Trignac, les cérémonies ont été l'occasion de rappeler l'actualité et **la recrudescence des violences d'extrême droite**, envers les populations étrangères, les militants antifascistes ou bien encore les élus comme Yannick Morez, Maire de Saint-Brévin.



Sécheresse

Plan d'action métropolitain



L'été dernier nous a rappelé les conséquences du changement climatique sur le cycle de l'eau. Entraînant sécheresses à répétition et phénomènes pluvieux plus intenses, cette réalité nous oblige à agir. En réduisant à la fois l'impact des activités humaines sur l'environnement et en améliorant en parallèle la résilience de nos territoires, leur capacité à s'adapter.

C'est cette boussole qui guide le plan d'action relatif à la sécheresse dont s'est doté Nantes Métropole. **Articulé autour de cinq piliers que sont : la sobriété des usages, le suivi de la ressource, l'adaptation des infrastructures, la consolidation du traitement de l'eau et la gestion de crise à proprement parler,** il doit permettre à Nantes et ses 24 communes environnantes d'anticiper l'été 2023 et de préparer l'avenir.

Avec un budget d'investissement doublé par rapport au précédent mandat, ce plan place au cœur de **ses priorités la fiabilisation de ses infrastructures et ouvrages tout comme l'adaptation du traitement de l'eau brute** pour faire face à la turbidité plus grande de la Loire accélérée par le déplacement du bouchon vaseux. En accélérant également le renouvellement de ses réseaux d'eau potable, il doit contribuer à économiser la ressource en permettant à chaque goutte d'eau puisée dans le fleuve d'atteindre le robinet des usagers.

Mettant l'accent sur l'adaptation nécessaire des services publics au enjeux de préservation de la ressource, ce plan promeut la récupération des eaux de pluie sur les centres techniques, la réutilisation des eaux grises ou encore soutient les études et travaux sur le bâti communal pour faire la chasse aux fuites.

Au titre des actions de moyen terme, celui-ci formalise **l'engagement de la Métropole dans le cadre de différents schémas directeurs, à l'échelle départementale notamment.** Ces études, une fois finalisées, permettront d'engager des travaux pour sécuriser l'approvisionnement de notre territoire en activant différents leviers comme le meilleur maillage des réseaux, la diversification de la ressource ou encore la localisation des ouvrages stratégiques comme les stations de pompage.

Saint-Brévin

Pour la démocratie, la solidarité et les valeurs républicaines



Saint-Brévin-les-Pins est depuis plusieurs semaines au cœur de l'actualité, mais d'une triste manière.

La petite cité balnéaire du Pays de Retz vit des jours difficiles tant l'extrême droite, par ses actes de violence, montre son vrai visage, celui de la haine des autres, du racisme et de son aversion pour la démocratie et les valeurs de la République. À tel point que le Maire de la commune, Yannick Morez, a subi des menaces, des intimidations, et, pire, des véhicules garés devant chez lui et sa maison ont été incendiés.

Des actes graves commis par des militants d'extrême droite, qui refusent le déménagement d'un Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile, installé depuis 2016, d'un quartier de la ville vers un autre. Cela fait deux ans que le Conseil Municipal de Saint-Brévin a décidé du déménagement du CADA. Depuis, régulièrement, ces fascistes y organisent des manifestations de protestation jusqu'à en venir à des coups de fusil tirés sur les portes du Centre. C'en était trop pour l'édile de la ville qui a décidé de démissionner de ses fonctions et de ses mandats.

Cette annonce a bouleversé le pays et soulevé une vague d'indignation et de soutiens de la part de nombreuses personnalités, d'élus, d'associations, de forces politiques de gauche comme de droite, des membres du gouvernement jusqu'au Président de la République. **Pourtant les autorités publiques ont été pointées du doigt.** En effet, malgré les menaces réelles qui

pesaient sur l'intégrité physique du Maire et de sa famille, l'État a failli dans sa mission de les protéger. C'est ce qu'a déclaré Yannick Morez lors d'une audition au Sénat le 17 mai dernier. **En cause le Préfet, le Sous-Préfet et la procureure de la République qui n'ont pas pris en compte ses demandes répétées de dispositif policier pour assurer sa sécurité et celle de sa famille.**

En solidarité, une manifestation qui se voulait transpartisane s'est déroulée le 24 mai et à réuni plus de 2000 personnes à Saint-Brévin, parmi lesquels des militants et responsables communistes du grand ouest et leur secrétaire national Fabien Roussel, mais aussi Ian Brossat, élu de Paris et Philippe Rio, Président de la Coopérative des élus communistes et républicains. Toutefois, la concorde politique républicaine n'a pas eu lieu et **si toutes les forces de gauche ont répondu à l'appel, une partie de la droite a boudé l'initiative.** Des responsables LR, LREM ou UDI n'ont pas voulu marcher aux côtés des forces de gauche, accusant celles-ci de récupération politicienne. Une nouvelle pirouette pour ne pas condamner l'extrême droite et ne pas ouvrir un débat sur le sort des demandeurs d'asile ; un mauvais geste perçu par Yannick Morez comme un manque de soutien.

Dans la nouvelle période politique et à la veille d'échéances électorales importantes, **pendant combien de temps encore la droite macroniste et ciottiste vont-elles banaliser l'extrême droite ?**

Grève à Vertbaudet

L'émancipation des travailleuses par elles-mêmes



Depuis maintenant deux mois, 72 des 327 employés travaillant pour l'enseigne de puériculture Vertbaudet sont en grève, réclamant une augmentation des salaires. Dans cette entreprise où les rémunérations oscillent entre 1300 et 1500 € nets dont certains salariés ont même plus de vingt années d'ancienneté, les propositions de la direction n'offraient guère davantage qu'une prime exceptionnelle ainsi qu'une revalorisation du montant des primes repas. De plus, la possibilité de faire une heure supplémentaire par jour, sur la base du volontariat... Mais aucune augmentation de salaire pour l'année 2023, dans un contexte où l'inflation galopante apश्यxie le budget des bas salaires et travailleurs précaires.

Malmenées durant leur mouvement de grève, la détermination de ces préparatrices de commandes a finalement eu raison des véhémences de la direction. Quand le 4 mai le tribunal judiciaire de Lille a autorisé le recours aux intérimaires pour remplacer les grévistes, comme un contournement de leur droit de grève, elles ont maintenu leur piquet de grève. Lorsque le 16 mai les forces de l'ordre sont venues les déloger dans une répression démesurée, une bonne moitié des grévistes est revenue le lendemain afin de tenir de nouveau le piquet de grève. Et ce malgré des faits de violences avérés, que ce soit sur une salariée qui a porté plainte contre un policier pour étranglement ou bien dans l'agression d'un syndicaliste directement à son domicile.

Et c'est en étant confrontée à cette même détermination que la direction du site de Vertbaudet a finalement pris la décision d'avancer les négociations salariales prévues initialement en 2024. Un pas important effectué dans le sens de leurs revendications depuis le début de la grève. Qui plus est, devant une direction particulièrement hostile qui tient aussi ses employés avec la peur de la précarité et du chômage. Comme en témoignent les salariés non-grévistes qui ont publié une lettre ouverte appelant à l'apaisement : « Vertbaudet nous fait tous vivre ». Reste à voir maintenant jusqu'à quel pourcentage d'augmentation salariale iront les négociations.



Textile, une industrie qui s'effile



Camaïeu, Pimkie, Burton, San Marina et plus récemment Kookaï et Go Sport, les enseignes textiles ferment leurs magasins et tombent en liquidation judiciaire face à la concurrence de la vente en ligne. Certains industriels de l'habillement réalisent de bons chiffres comme Zara ou H&M mais cela est avant tout le fait d'une fabrication à moindres frais dans les pays du tiers-monde dont le Bangladesh, le Vietnam, l'Inde et bien entendu la Chine.

Pourtant au début des années 90 l'industrie textile en France représentait plus de 400 000 emplois mais au fur et à mesure des années, la production a baissé de moitié et les effectifs de plus des deux tiers. Selon les chiffres de 2018, l'industrie textile emploie désormais 61 000 salariés, dont 58 % dans des entreprises de moins de dix employés. Pourtant la consommation de vêtements n'a pas chuté. C'est bien le mode de consommation qui a évolué.

Aujourd'hui 97,7 % du textile d'habillement acheté en France est issu de l'étranger. À travers le monde, la consommation annuelle de 130 milliards de vêtements est aussi un marché juteux pour de nouvelles multinationales à l'éthique douteuse. Ainsi, en seulement quelques années, l'industriel chinois Shein est devenu, depuis 2022, le leader mondial du vêtement avec un chiffre d'affaires estimé à 22,7 milliards de dollars. Leur projection pour 2025 envisage même de voir ce chiffre atteindre les 60 milliards et le bénéfice, lui, dépasserait les 7,5 milliards. Pourtant cette même enseigne présente de nombreux défauts majeurs, à commencer par la qualité des habits, les suspicions de plagiat de marques, les conditions de travail indignes et le désastre écologique déjà avéré en Chine. Chine où la seule industrie textile a déjà pollué 70 % des cours d'eau et représente 10 % des pesticides utilisés dans le pays.

Retraites

Nouveau bras de fer et un gouvernement affaibli



Le gouvernement traîne sa réforme des retraites comme un boulet. Elisabeth Borne, comme ses ministres, n'en finit plus de jouer des pieds et des mains pour faire diversion et échapper à la réalité qu'ils s'efforcent de nier : la réforme ne passe toujours pas et la bataille continue.

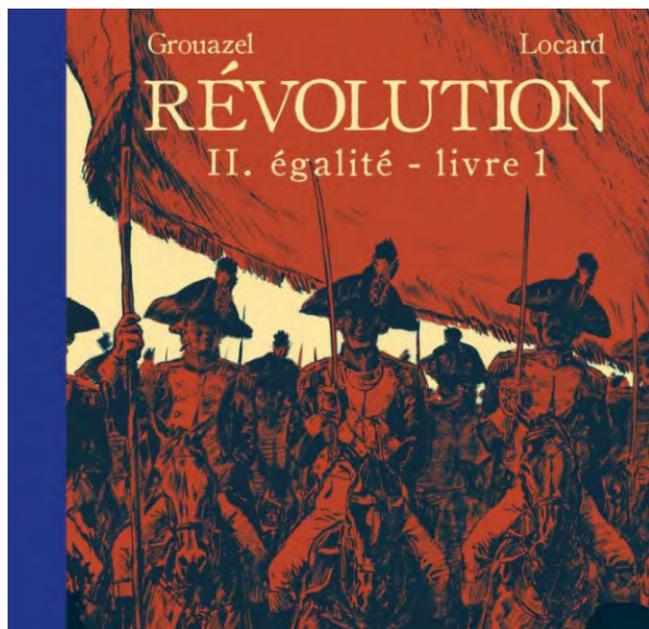
La proposition de loi du groupe centriste LIOT (groupe parlementaire Libertés indépendants outre-mer et territoires) replace cette bataille au centre de l'actualité, puisque le 8 juin prochain cette proposition de loi pour abroger la réforme adoptée par 49-3 de l'exécutif rouvrira le débat. C'était sans compter les manœuvres des groupes LREM et LR qui, en commission des affaires sociales de l'Assemblée, ont vidé la proposition de sa substance principale : les 64 ans. Si cette nouvelle entrave législative du gouvernement est réglementaire, elle est aussi un nouveau coup de force contre les travailleurs et un nouveau bouclier pour le capital. La droite use de tous les moyens possibles pour sceller « l'affaire » et semer la résignation syndicale et populaire.

Pourtant, cette proposition d'abrogation de la réforme des retraites est l'occasion pour l'intersyndicale, toujours unie, de relancer le match. De fait, après 4 mois de mobilisations, face à la surdité du pouvoir, les centrales syndicales cherchaient un 2e souffle. Le calendrier parlementaire va les y aider puisqu'une nouvelle grande journée nationale de mobilisation est prévue le mardi 6 juin, l'avant-veille du vote du texte LIOT au palais Bourbon.

Si vote il y a. En effet, le gouvernement ou Gérard Larcher, président LR du Sénat, invoquent aussi l'irrecevabilité au prétexte que la proposition créerait une dépense supplémentaire non compensée par de nouvelles recettes. C'est le fameux article 40 de la constitution. Un coup de passe-passe technique pour tourner une page qui ne se refermera pas.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT prévient : « le vote du 8 juin peut permettre de sortir de la crise par le haut », et si la proposition de loi n'est pas votée « il n'y aura pas de retour à la normale, l'intersyndicale est déterminée et les salariés le sont également ». Un message clair qui annonce la couleur pour ces prochaines semaines et pour la rentrée sociale de septembre.





La Révolution comme si vous y étiez

Une fresque historique en BD

Les auteurs Florent Grouazel et Younn Locard ont publié récemment le deuxième volume de leur magnifique série sur la Révolution, qui devrait en comporter quatre. Dans le premier volume les auteurs mettaient en scène les débuts de la Révolution : États généraux, prise de la Bastille et les semaines qui ont suivi. Le choix des auteurs de nous faire suivre un certain nombre de personnages, du peuple des faubourgs aux représentants de la noblesse, des bas-fonds les plus sordides aux bancs de la nouvelle Assemblée nationale nous donne une vision de ces semaines historiques pleines de vie, à chaque strate de la société. L'ensemble est admirablement dessiné, chaque image réclame une lecture attentive. Certaines pleines pages, voire doubles pages, sont de véritables tableaux et donnent une très belle représentation du Paris de la fin du dix-huitième siècle.

Cet ouvrage avait obtenu, l'année de sa sortie, le prix du meilleur album de bande dessinée au Festival d'Angoulême.

Le deuxième volume débute en février 1791 par une conspiration ourdie par les proches de Louis XVI, vite éventée et menée à l'échec. Nous retrouvons les personnages du premier volume et bien d'autres, préoccupés de survivre dans la tourmente ou de fabriquer l'Histoire, avec des piques ou encore à la tribune des représentants de la Nation. L'enchevêtrement des parcours fait toute la richesse du récit, jamais avare de surprises ni de rebondissements.

De nouveau, le lecteur est subjugué par le travail graphique et la force du scénario, tenant entre les mains de véritables chefs-d'œuvre de 300 pages chacun.

L'association Amitié Vietnam Loire-Atlantique

« L'entraide est notre raison d'être »

Pour marquer le 50e anniversaire de la relation diplomatique entre la France et le Vietnam, ainsi que le 10e anniversaire du partenariat stratégique, l'association AVLA (Amitié Vietnam Loire-Atlantique) a organisé une exposition photo à l'espace Cosmopolis de Nantes. Pour l'occasion, l'ambassadeur du Vietnam s'est déplacé, reçu par l'adjoint à la culture de la ville Aymeric Seassau. Au cours de la réception, Aymeric Seassau a d'ailleurs remis à l'ambassadeur Dinh Toan Thang un numéro des *Nouvelles de Loire-Atlantique* d'octobre 1967, relatant une manifestation de soutien au peuple Vietnamien.

Cette exposition, « Femmes du Vietnam ; tradition et modernité », aujourd'hui terminée, a été l'occasion de rencontrer deux des membres d'une association qui met l'entraide au cœur de son identité, comme « raison d'être ». De fait, il n'est pas nécessaire de faire parler longtemps la présidente Quy Gourmelin et le vice-président Pierre Boucat pour ressentir toute la générosité de leur action.

Dans les années soixante, l'Amicale des Étudiants Vietnamiens de Nantes (AEVN) va se constituer afin de se soutenir mutuellement, de s'entraider les uns les autres, de favoriser l'intégration et de mieux faire face à une culture inconnue.

De cette première initiative va naître en 1975 l'Association des Vietnamiens de Loire-Atlantique (AVLA), avec Nguyen Tri Dong pour président. Tout en maintenant les objectifs initiaux de solidarité et d'entraide, l'association va se structurer et proposer des cours de français aux nouveaux

arrivants, des aides pour les démarches administratives, des traductions diverses... En cette fin des années soixante-dix, c'est l'arrivée des « boat peoples » et les bonnes volontés sont appréciées : Quy, arrivée en France en 1975 avec son mari français, va rejoindre très vite l'association. Elle accompagne les immigrés dans leurs démarches administratives et les aide dans l'apprentissage et le perfectionnement de la langue française.

Par ailleurs, des actions sont proposées et organisées en direction des membres de l'association : sorties, rencontres, danses traditionnelles de la licorne et surtout la Fête du Têt, fête du nouvel an très importante dans la culture vietnamienne. Cet événement permet de mettre en valeur un héritage culturel riche auquel les Vietnamiens restent sentimentalement très liés. D'autres actions se tournent vers l'extérieur, telles que l'exposition récente, deuxième du genre, ou encore la participation de l'AVLA aux événements locaux : « Tissé Métisse », « Nantes en Francophonie » ou « Jours de Fête » à Saint-Herblain.

L'association Amitié Vietnam Loire-Atlantique (AVLA) est très attachée à la vie sociale du département.

Pour ses projets culturels, l'association crée des partenariats, souvent avec l'Université Permanente



(UP), l'Académie Littéraire de Bretagne et des Pays de la Loire et l'Association des Étudiants Vietnamiens de Nantes (AEVN).

Dans son projet associatif, l'AVLA a inscrit ses valeurs :

- Un intérêt profond pour le Vietnam, le peuple Vietnamien et sa culture. Les adhérents, pour beaucoup d'entre eux, ont des liens très forts avec le Vietnam et/ou ont des origines vietnamiennes.
- La solidarité et l'entraide mises en œuvre dans des projets en prise avec les populations locales et s'appuyant sur des correspondants locaux. Penser global, agir local.
- L'engagement dans une citoyenneté mondiale et dans une activité sociale riche.
- La convivialité au sein de l'association mais aussi dans les rencontres avec ses partenaires.

Fusions... par Bernard Dejonghe

Une exposition au détour d'une balade

Le domaine de la Garenne Lemot accueille l'exposition "Fusions..." du 8 avril au 1er octobre 2023. Situé sur les communes de Gétigné et de Clisson, le domaine, pour ceux qui ne le connaîtraient pas, a été créé par le sculpteur François-Frédéric Lemot au début du 19e siècle. Il est l'occasion d'une belle promenade avec l'arrivée des beaux jours. Les treize hectares du parc ont été achetés par le conseil départemental en 1968 et bordent la Sèvre nantaise. Une villa néo-palladienne surplombe la vallée et accueille l'exposition.

L'artiste Bernard Dejonghe y dévoile ses œuvres en céramique et en verre. Il nous parle d'abord de la fusion des minéraux. Depuis ses premiers travaux, il n'a cessé d'observer les processus de transformation de la matière. La terre n'est pas inerte et lui donne tout un champ d'expérimentations.

Les techniques développées dans son atelier donnent forme aux matériaux. La maîtrise du feu et de la matière est au cœur de son inspiration. Au détour d'une vidéo nous y découvrons la chaleur et le bruit du four traditionnel japonais qu'il utilise. Les œuvres sont à la fois massives et fragiles, la céramique donne les couleurs et la brillance, le verre offre la transparence et la lumière.

Ouverte du mardi au dimanche de 10h30 à 13h00 puis de 14h00 à 18h00, l'exposition vous prendra une petite demi-heure, mais la balade autour du domaine, de la ville et de la Sèvre peut rapidement prendre une demi-journée.



Élections sénatoriales 2023

Les cinq sénateurs de Loire-Atlantique en passe d'être renouvelés



Les élections sénatoriales se dérouleront le dimanche 24 septembre prochain. Composé de 348 sénateurs élus au suffrage universel indirect pour un mandat de 6 ans, le Sénat est renouvelé par moitié tous les trois ans. Aux termes de l'article 24 de la constitution, celui-ci assure la représentation des collectivités territoriales. Avec l'Assemblée nationale, le Sénat vote la loi, contrôle l'action du Gouvernement et évalue les politiques publiques.

Mais tous les citoyens ne sont pas appelés aux urnes, le collège électoral est composé de « grands électeurs » : députés, sénateurs, conseillers régionaux, départementaux, municipaux ainsi que délégués supplémentaires dans les communes de plus de 30 000 habitants, soit un délégué par tranche de 800 habitants. **En Loire-Atlantique, ce sont 3087 personnes qui iront voter, sous peine d'amende.**

Afin de garantir la séparation des pouvoirs, chaque chambre dispose d'une autonomie réglementaire, financière et administrative.

Le groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Écologique est composé de quinze élus présidés par

notre camarade Éliane Assassi, sénatrice de Seine-Saint-Denis.

Les dernières interventions du groupe CRCE montrent l'utilité des élus communistes qui portent une voix différente au Sénat : « Fret SNCF, nous demandons une mission d'information », « 150 euros pour les Verbaudet », « Douane : la France est devenue le hub d'une mondialisation incontrôlée » ou encore « Faciliter la restitution des biens culturels spoliés par les nazis ».

En septembre 2023, ce sont les sénateurs de la série numéro 1 qui sont concernés par le renouvellement, c'est-à-dire ceux élus en 2017. Les départements renouvelables cette année vont du numéro 37 (Indre-et-Loire) à 66 (Pyrénées-Orientales), ainsi que ceux d'Île-de-France, six territoires d'Outre-mer et six sénateurs (sur 12) des Français de l'étranger, donc la Loire-Atlantique.

Les sénateurs de Loire-Atlantique sont actuellement : Ronan Dandec (DVG), Joël Guerriau (UDI-UC), Michelle Meunier (PS), Laurence Garnier (LR) et Yannick Vaugrenard (PS).

Fête de l'Humanité 2023

Programmation et vignettes disponibles



La Fête de l'Humanité 2023 aura lieu les 15, 16 et 17 septembre sur la Base 217 du Plessis-Pâté. Pour sa 88e édition, la programmation s'annonce très riche avec des artistes de renom. Déjà annoncés en début d'année, nous y retrouverons Angèle, La Femme, Soolking, Dub Inc ou encore Mass Hysteria !

Une deuxième vague de spectacles est arrivée en mai pour enrichir une fête culturelle, politique et populaire avec notamment Bigflo et Oli qu'on ne présente plus, Djadja et Dinaz, Ashe 22, Suzanne Vega et Florent Marchet.

Mais la Fête de l'Huma, c'est avant tout une fête militante, un lieu d'échanges et de rencontres, ouvert sur le monde, un moment politique unique où les débats sont ouverts pour proposer un avenir meilleur pour toutes et tous. Ce sont des stands tenus par des militants venus de toutes les régions de France et du monde entier pour nous faire découvrir leurs spécialités.

Les vignettes militantes pour la Fête sont déjà disponibles à la fédération du Parti communiste de Loire-Atlantique (41 rue des Olivettes à Nantes) au tarif unique de 40€. Pour les jeunes de 16 à 18 ans, les Pass 3 Jours et les Billets Nuit sont également disponibles sur l'application Pass Culture (<https://passculture.app/offre/87784241>).



Une direction renouvelée

Le conseil départemental du PCF de Loire-Atlantique a été renouvelé avec le dernier congrès du Parti ; ici la liste complète des membres.

ARTAUD Marielle
BAER Natalie
BERHAR Patrick
BERNARD Sabine
BITHOREL Delphine
BLIN Natalie
BONTEMPS Gilles
CAILLEAU Fabienne
CHERTIER Sarah
COCHIN Julie
COUVEZ Éric
DAVID Marie
DEGOBERT Laure
DENIS Philippe
DIVAY Pascal
DRÉANO Yolande
FONTAINE Sevim
GARITEY Geoffrey
LE CALOCH Christian
MAHÉ Véronique
MAIA Pedro

MATHIEU SEASSAU Clotilde
MONDOU Laurent
OLLIVEAUX Thomas
PÉTRA Alain
PINEAU Matthieu
PRIGENT Nadine
RICA Michel
RONDEAU Jérémy
TESSIER Rémi
TILMONT Nina
SALECROIX Robin (Secrétaire)
SEASSAU Aymeric
UZUNPINAR Gulasor

Invités au conseil également :
CHAILLOU Julien
DAGUET Pierre
OLLIVIER Lény
QUÉBRIAC Didier
ROUXEL Christophe
TURCAS Cédric

Grand débat



De mars à juillet, Nantes et les communes de la métropole organisent un grand débat : « Fabrique de nos villes. Ensemble, inventons la ville de demain ». La collectivité souhaite recueillir l'avis des habitants des 24 communes sur la manière de fabriquer et de vivre nos villes de demain. Toutes les propositions seront analysées et instruites afin qu'en réponse les élus puissent prendre des engagements et orientations, début 2024. Tout en laissant la place à l'expression libre, le grand débat aborde un certain nombre de thématiques : environnement, urbanisme, habitat, santé publique, équipement de proximité, mobilité, emploi et activités, gestion des déchets, alimentation en eau... Afin de comprendre les enjeux et les thématiques du débat, il est possible de télécharger un document socle. **Chacune et chacun est encouragé à contribuer au débat en se rendant sur le site de la métropole, jusqu'au 9 juillet.**

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE
Parcoursup ou la sélection bourgeoise à l'université

parcoursup



À la veille des résultats de Parcoursup pour des milliers de lycéens, ce sera la désillusion ou la déception. La violence de classe continue malgré les oppositions majoritaires des élèves et professeurs. Rappelons quelques chiffres. **En 2021, 120 000 élèves n'avaient aucune affectation à la suite de la phase principale.** À l'arrivée, **80 000 bacheliers et bacheliers se sont retrouvés sans aucune affectation à la rentrée.** Environ 450 000 candidats avaient été acceptés dans une filière par défaut. Ainsi cet instrument de sélection à l'université exclut les enfants de la classe ouvrière et des masses populaires chaque année de la course à l'université et à l'épanouissement personnel.

Une seule solution : la lutte ! Ainsi le MJCF a multiplié les initiatives et actions contre cette violence de classes. Ces actions contre Parcoursup ont accompagné nos actions contre la réforme des retraites. Ainsi le MJCF est redevenu la première organisation de jeunesse du pays avec une augmentation de plus de 1000 adhérents depuis le début de l'année 2023.

Les élections européennes, un faux débat



À l'heure où la lutte contre la réforme des retraites, la lutte contre les violences d'extrême droite, la lutte contre Parcoursup devraient mobiliser l'attention de toutes les forces de progrès, nous avons constaté que la seule chose qui semblait concerner certaines personnes est la question des élections européennes. En particulier la question d'une liste Nupes aux élections européennes. LFI prône une liste commune, EELV veut y aller seul, le chef du groupe PS au parlement européen rejette aussi cette idée, le secrétaire national du PCF Fabien Roussel ne prend pas position et préfère attendre le vote interne qui aura lieu en septembre au PCF.

Il peut paraître étonnant que l'idée d'une liste commune mobilise autant d'attention alors que la question de l'Europe est un point majeur de désaccord entre les partis de la Nupes. Si nous prenons l'exemple de EELV, ils prônent une Europe fédérale qui conserverait les traités ultra-libéraux de l'actuelle UE. *A contrario* si nous prenons l'exemple du PCF, il propose une Europe des peuples et se bat pour la fondation d'une Europe Socialiste vers le Communisme face à l'Europe Capitaliste de la bourgeoisie qui existe actuellement. Il est donc très étonnant qu'une alliance qui irait des Verts au PCF soit imaginée. Il est encore plus étonnant que cette réflexion ait lieu en pleine période de lutte où la priorité est à l'action et non pas aux accords électoraux, aussi importants peuvent-ils être. En ce sens, la stratégie du PCF qui préfère organiser une conférence sur ce sujet en septembre ne peut être que saluée pour sa pertinence. Le MJCF suivra avec attention l'évolution des débats et, en temps voulu, pourrait ou non prendre position sur ces questions qui ne sont pas pertinentes à l'heure actuelle.

Jean de Neyman

« Le bien que j'aurais pu faire en un peu de vie supplémentaire »



Le 8 mai dernier, le Parti communiste français représenté par les camarades des sections Presqu'île de Guérande, Saint-Nazaire et Brière, ainsi que le Comité du Souvenir des fusillés de Châteaubriant ont rendu hommage à Jean de Neyman, fusillé par les nazis le 2 septembre 1944 à Heinleix à Saint-Nazaire. Un des derniers fusillés de cette guerre. Il avait 30 ans.

Il était né le 2 août 1914 à Paris dans une famille polonaise. En 1934, il entre à la faculté de Strasbourg et c'est à cette époque qu'il s'inscrit au Parti communiste. Il fait de brillantes études en mathématiques, en physique et en langues étrangères. À 24 ans, il est professeur agrégé au lycée à Saint-Étienne.

En 1939, Il est mobilisé mais du fait de sa myopie, il est affecté dans un laboratoire à Paris, l'institut Frick. On y vérifie la nourriture pour l'armée.

Jean arrive à La Baule lorsque cet institut est délocalisé dans un bâtiment dit « El Cid ». Mais bientôt, il doit quitter son poste dans l'enseignement public, les lois du gouvernement de Pétain interdisant aux enfants d'étrangers d'exercer dans l'enseignement public, il est fils de polonais. C'est un résistant actif. En 1944, il constitue un groupe basé à la ferme de Kermichel à Saint-Molf.

C'est en cachant un soldat allemand déserteur qu'il sera arrêté et y laissera la vie. Jean de Neyman avait un idéal de justice, de liberté, de paix, d'émancipation de l'homme.

Ce 8 mai donc à 10h00, en présence de Laure sa petite-nièce, accompagnée de sa fille et de son petit-fils, 12 avenue de la Pierre-Percée à La Baule, nous nous sommes recueillis devant la plaque apposée sur la maison où Jean de Neyman résidait et professait. Ensuite, nous nous sommes dirigés vers le Monument aux Morts où André Goujon a déposé la gerbe du Parti communiste.

Hommage à Odette Nilès



Alors qu'en ce 27 mai était célébrée la Journée nationale de la Résistance, nous apprenions avec tristesse le décès d'Odette Nilès.

Odette Nilès, née Lecland en 1922 dans le 20e arrondissement de Paris, membre des Jeunesses communistes et entrée en Résistance, s'est fait arrêter le 13 août 1941 à la suite d'une manifestation organisée dans le 9e arrondissement contre la présence des troupes allemandes, avec seize autres militants.

Passant de la prison du Cherche-Midi à la Petite Roquette, elle fut ensuite transférée dans un convoi de 48 femmes au camp de Châteaubriant où elle retrouvait d'autres militants arrêtés, notamment ceux qui feront partie des otages fusillés en octobre 1941, dont Guy Môquet qui avait son âge.

Par la suite elle fut transférée au camp d'Aincourt, puis à celui de Gaillon et enfin au camp de Mérignac d'où elle s'évada en août 1944 pour rejoindre les FTP.

Poursuivant après la guerre son action militante, Odette Nilès sera présidente de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt afin de perpétuer le souvenir de ses camarades de résistance et de combattre sans relâche les idées de l'extrême droite. Récemment, elle avait soutenu la candidature de Ian Brossat aux élections européennes de 2019 ainsi que celle de Fabien Roussel pour l'élection présidentielle.

Nous présentons à son fils Claude Nilès, à sa petite-fille Carine Picard-Nilès et à toute sa famille nos plus sincères condoléances.

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
 Commission paritaire : N°0325 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Clément CHEBANIER
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
 NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
 E-mail : redac.nla@orange.fr



Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Pedro MAIA
 Benoît LUSSEAU
 Gabriel AUGÉAT
 Louis CHRETIEN
 Alain BOURDEAU
 Pascal DIVAY
 Yolande DREANO
 Patrice MOREL (crédit photo)
 Robin SALECROIX

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)